

Somewhere over the rainbow

En quatre ans de législature, le paysage flamand s'est-il modifié? Comme de nombreux mouvements le donnent à penser, tout le monde en convient. Mais quel sens donner à ce qui peut apparaître comme un grenouillage?

PAR THÉO HACHEZ

La Flandre n'a pas attendu le résultat des élections de 1999 pour s'interroger douloureusement sur la dispersion des forces politiques représentées dans son parlement. Et le malaise ne tient pas seulement à la montée persistante du Vlaams Blok tout au long des années nonante. À gros traits, au lendemain d'un scrutin qui ne fait qu'approfondir le doute, le jeu se dessine de la façon suivante. Seuls V.L.D. et C.V.P., dans une égalité presque parfaite qui nourrit leur rivalité, dépassent péniblement le seuil des vingt pour cent, S.P. et V.B. font jeu égal à un peu plus de quinze, Agalev et V.Ü. se situent de part et d'autre de la barre des dix. Match nul, donc.

Pour de nombreux commentateurs flamands du scrutin, cette situation indécise est intenable et son évolution, bridée par l'inertie électorale naturelle, ne peut être assez rapide pour éviter ce qu'ils dénoncent de concert : la minorisation de la Flandre dans le paysage politique fédéral. Il est désormais établi en effet que les négociations gouvernementales de 1999 illustrent un scandale annoncé : la base de la coalition a été déterminée par le pacte préélectoral entre P.S. et P.R.L., qui ont dès lors forcé la main à leurs partenaires flamands. C'est donc la minorité francophone qui a dicté sa loi à l'échelle du pays, conclut la vulgate du politiquement correct flamand ! Un dépit sommaire et feint, évidemment, puisqu'il a bien quand même bien fallu que les parlementaires flamands votent la confiance et s'inscrivent délibérément dans le projet de coalition que leurs congénères francophones ne pouvaient que leur proposer.

Toujours est-il que libéraux et socialistes flamands se sont jetés dans la brèche ouverte par le pacte de leurs homologues francophones. Mais en même temps que se forment les nouvelles coalitions, le thème de la recomposition politique revient à l'agenda du microcosme de façon insistante et fait couler autant d'encre qu'il n'a fallu d'efforts pour mettre sur pied une majorité au parlement flamand. Car pour l'atteindre, le concours de pas moins de quatre partenaires est indispensable: les libéraux du V.L.D., les socialistes du S.P., les écologistes d'Agalev et les nationalistes de la Volksunie. Le nouveau quatuor se trouve tout surpris de son audace, ayant réussi à écarter du gouvernement les sociaux-chrétiens (C.V.P.), le parti qui a conçu la réforme de l'État et dont la Flandre institutionnelle (Région et Communauté) n'a jamais connu l'absence au pouvoir au cours de son histoire. Il règne une ambiance d'euphorie révolutionnaire, façon 1789. Seule ombre au tableau: la Volksunie ne fera pas partie de la majorité fédérale, tout en acceptant d'éventuellement prêter son appui à une réforme de l'État qui l'agrèrerait.

VERHOFSTADT SOLAIRE

Pour la Flandre, comme pour la Belgique fédérale, la relégation du C.V.P. dans l'opposition est d'emblée interprétée comme rupture historique, même si elle fut improvisée. Mais avec quoi rompait-on? Il ne pouvait s'agir d'une alternance, les sociaux-chrétiens étant identifiés à leur position centrale sur l'échiquier politique. Le Premier ministre, ex-leader du « parti du citoyen », fougueux chantre d'un libéralisme thatchérien, avait certes travaillé à adoucir son profil anguleux. Il n'eut pas de peine néanmoins à puiser chez ses voisins hollandais et anglais un cadre qui justifierait du renouveau dont il serait porteur, celui d'une modernité libérale-sociale et conquérante: avec le blairisme comme référent idéologique et une formule de gouvernement reproduisant celle déjà testée aux Pays-Bas, Verhofstadt semblait déjà faire partie de l'air du temps européen. Là, comme en Allemagne, les chrétiens-démocrates n'avaient-ils pas été exclus du gouvernement? Et la petite touche des verts dans le gouvernement devait conforter cette modernité de l'équipe de Patrick De Waele.

Ce contexte indiquait déjà la direction dans laquelle devrait s'orienter une recomposition politique dont il fallait que le V.L.D. se fasse l'initiateur: neutralisée par le thème technocratique de la bonne gestion (qui n'est, comme on le sait, ni de droite ni de gauche), la ligne de front serait celle des anciens opposés aux modernes. Dopé par une conjoncture économique radieuse, le parti du Premier ministre se devait de ringardiser au plus vite ses challengers catholiques, tout en compensant ses handicaps persistants: bref, le V.L.D. devait se profiler comme un parti populaire, plus ouvert, plus jeune et plus efficace que le C.V.P. dont l'image grincheuse, revancharde et politicienne devait être mise en évidence et finalement confondue avec celle du Blok qui partageait avec lui les bancs de l'opposition: aux faces de carême des frères Van Rompuy, il fallait opposer la jeunesse et la décontraction d'un libéralisme de progrès qui communique. Les questions éthiques pouvaient elles aussi, comme du côté francophone, fournir au

V.L.D. une identité face à son concurrent très marqué par un alignement catholique. Quant à cette extrême droite, autre concurrent gênant, elle devrait être combattue sur le terrain de la gestion, disait l'optimiste Verhofstadt : si la gestion était bonne et saine, il n'y aurait plus de raison de voter pour le Blok. En fait, cela revenait à inscrire le score du Blok dans la colonne du passif des anciennes coalitions avec lesquelles il fallait spécifiquement rompre, au moins par l'image.

LES VOIES DE L'OUVERTURE

C'était là la feuille de route du V.L.D., telle qu'elle fut conçue dans les deux premières années de la législature : élargir sa base pour neutraliser toute autre différence concurrentielle que celle de la modernité, qui renvoyait le C.V.P. dans le monde des ombres du passé. Pour y arriver, la niche du libéralisme laïque, même redessinée par Verhofstadt au début des années nonante, était trop étriquée pour un parti dominant, trop héritière des vieilles balises du système politique belge. Ainsi il fallait travailler à accélérer la dissolution du clivage confessionnel, se réconcilier avec la société civile organisée que le « parti du citoyen » avait désignée comme une ennemie et, enfin, trouver un nouveau « profil flamand ».

Les deux premiers objectifs allaient être poursuivis activement grâce au ralliement promis du N.C.D. (les Nieuwe Christen Democraten), une sorte de parti-sas qui devait organiser le transfert de quelques personnalités du C.V.P., parmi lesquelles son ex-président Johan Van Hecke (contraint de démissionner de ce poste en raison de son remariage) mais aussi Karel Pinxten, ancien ministre de l'Agriculture et proche du Boerenbond, et Paul Staes, ex-transfuge d'Agalev... Qu'elle l'ait prise en modèle ou non, l'opération apparaît comme une réplique de celle que Louis Michel avait lancée avec Gérard Deprez avec le (défunt ?) M.C.C. (Mouvement des citoyens pour le changement) et son allégeance au P.R.L. Au départ, la comparaison qui s'impose penchait néanmoins en faveur du V.L.D. parce que son ouverture, au-delà d'un ancien président, recrutait des personnalités plus diverses et plus significatives, mais aussi parce que le ralliement de Van Hecke avait pris une tournure plus intellectuelle et moins apparemment circonstancielle ou tactique que celui de Gérard Deprez.

Le troisième objectif, celui de conquérir un profil flamand tranchant mais distinctif, devait se réaliser non seulement par l'adoption de quelques transfuges d'une Volksunie partie en éclats, mais aussi par le choix délibéré de faire avancer d'autant plus efficacement les revendications matérielles de la Flandre qu'on ferait l'économie d'une rhétorique incisive. Ce pari fut partiellement honoré par la mise en place, dès 2001, d'une autonomie fiscale partielle dont les bénéfices pour le citoyen flamand s'affichent désormais en euros et centimes sur son extrait de rôle...

Comme on le sait, le profil flamand se conquiert pour une large part dans l'affichage des relations avec le reste du pays sur lequel il faut reconquérir sans cesse plus d'autonomie et de ressources. Le pragmatisme tactique du V.L.D. dans la mise en œuvre de l'objectif du « juste retour » était particu-

lièrement adapté à une conjoncture économique favorable : l'avantage de la Flandre pouvait se concrétiser par la redistribution inégale des fruits de la croissance à son profit. Au lieu de se présenter comme un jeu à somme nulle où ce qui est arraché par l'un est perdu pour l'autre, l'arc-en-ciel flamand proposait un « win-win », certes inéquitable mais suffisant pour combler temporairement une nécessaire Communauté française à qui l'on épargnait les lazzis de circonstance : comment ne pas voir qu'ils auraient été contreproductifs ? Cette considération seule a suffi, semble-t-il, à évacuer l'expression habituelle de l'inextinguible frustration flamande.

LA TENTATION DU REPLI

Les manœuvres du V.L.D. étaient également soutenues par la croyance partagée dans une recomposition politique. Or, celle-ci semblait s'amorcer selon le schéma des libéraux flamands. Ainsi non seulement la décomposition de la Volksunie donnait-elle crédit à cette hypothèse d'une vaste refonte, mais elle semblait aussi se réaliser selon le désir du V.L.D., dans la mesure où le front des luttes intestines se situait exactement sur l'axe qu'il avait choisi : d'un côté un groupe manifestation réactionnaire (la Nieuwe Vlaamse Alliantie, N.V.A. de l'ex-ministre Sauwens, contraint à la démission pour participation à une manifestation d'ex-nazis), de l'autre un clan moderniste, nationaliste, libertaire et « progressiste », Spirit. Subsistait certes encore un marais d'indécis entre les deux.

Au reste, les autres partis semblaient également y croire, dans leur participation même à ce qui prenait du coup les allures d'un vaste redéploiement. Ce fut le cas des socialistes qui se rebaptisèrent SP.A et se donnèrent pour président un publicitaire, Patrick Janssen. Nouveau look, nouveau nom avec un « A » qui pouvait être compris comme un appel du pied ou comme une agression adressée à Agalev, mais aussi une tactique fondée sur des niches créées par des personnalités populaires et des approches que l'on qualifierait volontiers de prépolitiques voire de simplistes. Même la réplique des vrais adversaires, les sociaux-chrétiens, qui parut faible et cacophonique, devait conforter l'approche initiale des libéraux flamands : leur nouveau nom (Christen Democraten en Vlaamse, C.D.&V.) les cantonnait dans un clivage confessionnel désigné comme moribond et leur opération de refondation ne semblait pas créer une dynamique très attirante.

Pourtant dès 2001, l'ambition du V.L.D., telle que l'avaient conçue Verhofstadt et De Waele, a commencé à marquer le pas. Le plus curieux, c'est que cette sorte d'épuisement progressif n'est manifestement pas dû à leurs concurrents politiques des autres partis. Ce qui apparaît d'abord, c'est que les premiers obstacles qui se sont levés sur leur chemin sont venus du V.L.D. lui-même. Dès l'origine, Marc Verwilghen s'est avéré incapable de s'inscrire dans la voie moderniste proposée, tandis que les efforts consentis pour le fragiliser ne rencontraient pas complètement l'objectif : quoique déclinante, sa popularité acquise en tant que président de la commission parlementaire dite Dutroux restait vivace. Alors que sa frilosité en matière de dépenalisation de l'usage des stupéfiants, son enquête désignant à priori

comme suspecte la jeunesse « allochtone » ne répondaient évidemment pas à ce qu'auraient souhaité ses coreligionnaires.

Le naturel du parti et son aile la plus à droite exigeaient évidemment des gages tels que les expulsions spectaculaires des Tziganes pour équilibrer les signes d'ouverture, mais pas les maladresses du ministre de la Justice, stigmatisé comme incompetent par Noel Slangen, le propre conseiller en communication du Premier ministre. À la longue, l'exercice du pouvoir et le reflux du thème de la « nouvelle culture politique » ont achevé de banaliser le « parti du citoyen ».

Le refus d'accorder aux étrangers non européens le droit de voter aux élections locales n'entraîne pas non plus dans le plan initial des leaders du V.L.D. : les vacillements sur ce dossier emblématique constituent bien un moment charnière où une majorité des cadres intermédiaires du parti ont pris la mesure des risques pris et ont refusé l'obstacle. Il est vrai aussi qu'en périphérie du monde politique, et cela dès le lendemain des élections, une série de cercles patronaux ont développé une sorte de plan B qui se serait réalisé, dans un futur prochain, par la mise en place d'une grande coalition de droite incluant libéraux et sociaux-chrétiens. Dans leur perspective, seule l'alliance des deux plus grands partis de Flandre pouvait y mener une politique lisible et imposer au plan belge un rapport de force favorable à la région dominante du pays, comblant ainsi le déficit initial de l'arc-en-ciel. Qu'on le taise ou qu'on le confesse, ce plan incluait une fragilisation de fait du cordon sanitaire isolant le Blok : le propos officiel de l'éradiquer aurait pu conduire à des ouvertures faites à des transfuges, tandis que la politique menée aurait travaillé à rendre inutile le parti d'extrême droite... Un hebdomadaire éphémère qui avait glané les soutiens financiers des porteurs de ce projet a même tenté d'en jeter les bases intellectuelles, qui se résument pourtant au simple constat que le paysage politique flamand penche méchamment à droite, plus à droite en tout cas que la majorité arc-en-ciel. Et de signaler que les réponses que l'on a apportées à la situation anversoise se sont avérées improductives, alors que cette situation ne fait que préfigurer celle de la Flandre dans son ensemble.

Plus le temps passait, plus le contexte apportait des arguments pour un repositionnement plus traditionnel, à droite. Il est vrai que les sondages n'ont jamais significativement traduit une approbation massive de la voie choisie par Verhofstadt, en lui permettant de détacher son parti de la tête et des épaules du peloton électoral flamand. Mais convenons aussi que l'impatience à voir frémir les intentions de vote donne la mesure de la confiance et de la conviction qui seules pouvaient « libérer » les libéraux flamands des démons d'une droite morale et frileuse. De ce point de vue, le V.L.D. ne se distingue pas des autres partis flamands, étroitement cramponnés à des raisonnements inspirés du marketing politique : on se contente de traduire les sondages d'opinion en devoir moral des élus, ce qui laisse effectivement peu de marge dans le temps et dans l'espace des positionnements. Et l'alibi du Blok vient encore resserrer cette marge que des efforts de pédagogie devraient pourtant élargir.

BELGIQUE : LE RETOUR DES PARTIS

Le passif s'est enrichi de la déconvenue de l'alliance sociale-libérale néerlandaise, ratiboisée par la liste de Pim Fortuyn, mais aussi par les chrétiens-démocrates qui, tout en ayant déjà pris leur revanche, finiront sans doute par tirer les marrons du feu aux prochaines élections. Manifestement, la confiance dans la « bonne gestion » affichée par le Premier ministre apparaît désormais présomptueuse à beaucoup parmi les siens, qui doutent que, même reconnue, elle suffise à renverser le Blok et à ébranler l'adversaire C.V.P. Bref, même chez les modernistes du V.L.D., l'idée de laisser le populisme en monopole au premier et le conservatisme moral au second a pris du plomb dans l'aile, tant l'habitude est prise en Flandre de lire son avenir politique dans les évolutions néerlandaises.

Mais la cause du vague à l'âme est plus profonde. La baraka économique qui semblait auréoler la coalition à ses débuts a fait long feu. Face au repli conjoncturel venu des États-Unis et relayé par l'Allemagne, la Flandre avec son économie avancée expose un profil particulièrement fragile. L'un après l'autre, les carrosses se changent en citrouilles, la spectaculaire faillite de Leernout et Hauspie (sans parler de celle de la Sabena) n'aura été que l'amorce d'une longue série noire, qui ne s'achèvera pas avec le retrait de Philips de Hasselt. Si les effets de ce marasme n'ont pas encore vraiment atteint les équilibres budgétaires, notamment parce qu'ils ne les ont pas anticipés, leur traduction dans les chiffres du chômage est déjà clairement perceptible, avec une hausse nettement plus sensible en Flandre qu'en Wallonie. De quoi ravager le moral des troupes.

Là se trouve manifestement une des causes du revirement qui a été durement ressenti du côté francophone. Le fléchissement conjoncturel flamand a chassé le pragmatisme souriant des premières années et ramené les propos humiliants qui accompagnent la réaffirmation des revendications soutenues par l'ensemble des partis flamands à la veille des élections de 1999. Se payer de mots est redevenu indispensable : quand la casserole est vide, on guigne la part du voisin qu'on accuse d'avoir la gale pour se distraire. Au V.L.D., surgit alors le même partage des rôles qu'au C.V.P. d'antan : au président du parti (Karel De Gucht) de se monter plus « Vlaams voelende », au Premier ministre de garder un profil plus fédéral.

Mais ce repositionnement donne aussi la mesure exacte du caractère limité de la recomposition du paysage politique flamand. Au-delà de la valse des étiquettes qui a touché socialistes et sociaux-chrétiens, l'affaire se résume finalement à la redistribution presque équitable entre les partis des restes de la Volksunie. Les promesses ne sont donc pas tenues et l'extrapolation des sondages aux prochaines élections annonce, grosso modo, un statuquo dans le rapport des forces. Tout au plus cette dissémination nationaliste contribue-t-elle, si nécessaire, à soigner un profil flamand classique chez des protagonistes qui sont appelés à rejouer la scène au lendemain des prochaines élections. Car si rien de structurel n'a vraiment bougé, il faudra plus que probablement encore être trois, au moins, pour présenter une équipe gouvernementale au parlement flamand... Et le maintien de l'arc-en-ciel exigerait un progrès électoral des partenaires pour combler l'apport de la défunte Volksunie.

Si on en est là, c'est évidemment que les autres partis ne sont pas entrés dans la danse du V.L.D. À gauche, SPA et Agalev n'ont pas officiellement resserré les rangs, comme leurs homologues francophones, tant ils apparaissent incapables, dans la configuration actuelle, de fournir ensemble la base d'une coalition, ce que l'addition mathématique de leurs forces leur permettrait pourtant de prétendre. C'est que toute affirmation identitaire de cet ordre provoquerait sans doute une alliance à droite qui les exclurait ensemble : or, tant que l'hypothèse d'une grande coalition des droites ne se précise pas, ils sont de toute façon tous les deux nécessaires. Le statut de force d'appoint leur convient mieux. L'un et l'autre espèrent élargir leur public électoral dans un associatif chrétien déclinant certes, mais en déshérence politique depuis que le C.D.&V. s'en soucie moins et présente l'inconvénient notable d'être dans l'opposition. Le SPA mise quant à lui sur quelques locomotives électorales, ayant fait l'acquisition du charismatique Bert Anciaux. Agalev misant... sur son fonds de commerce.

LE SPECTRE DE L'AUTOCHTONIE

En même temps qu'il s'installait comme parti dominant de la coalition gouvernementale, le V.L.D. a dû délaisser son identité libérale, « citoyenne » et moderniste pour étendre sa surface politique et étoffer la palette des sensibilités qu'il représente. Peu à peu, les axes que les dirigeants avaient choisis pour se démarquer du C.D.&V. se sont dilués. Soit que la base ait été incapable d'assumer l'image moderne choisie, soit que les circonstances conjoncturelles et l'approche des échéances électorales pressent les uns et les autres à marquer leur adversaire à la culotte, le résultat est une construction en miroir avec le ci-devant C.V.P. D'où la conclusion hâtive de certains, dans les milieux patronaux intéressés, qu'il y aurait en Flandre un parti de trop. L'image d'ouverture de Verhofstadt se réduit désormais à ce dialogue entamé avec les « altermondialistes », où ses répliques ne brillent pas par leur originalité, mais par une sorte de bon sens qui fleure le cévépisme.

On peut épiloguer sur cet échec du parti libéral flamand à l'épreuve du pouvoir. Toujours est-il que, particulièrement manifeste dans les questions qui touchent à l'identité, l'évolution des deux partis (V.L.D. et C.D.&V.) vers la gémellité est imprévisible : de la fusion à la guerre totale en passant par l'alliance de circonstance, tout est possible. L'aimantation du stock de voix que représente le Blok bride considérablement la créativité d'une droite flamande pléthorique qui semble avoir perdu toute prétention à la pédagogie, et dont la concurrence exacerbée émousse le sens des responsabilités. C'était déjà le cas lorsque Verhofstadt se contentait d'opposer sa bonne gestion comme seule méthode de résorption de l'extrême droite. C'était encore le cas lorsque la sénatrice Jeannine Leduc (V.L.D.) bloqua au nom de son parti le droit de vote aux étrangers non européens au prétexte qu'une majorité du peuple flamand était opposée à cette mesure. Et que dire du Verhofstadt shérif annonçant devant le Parlement l'arrestation d'Abou Jahjah ? L'adoption en ce début décembre du terme « confédéralisme » dans le programme institutionnel du V.L.D. n'a sans doute pas beaucoup de portée pratique, mais il est à noter que c'est un emprunt littéral à celui du

C.V.P. Plus le V.L.D. faillit à faire la différence, plus il provoque un embouteillage à droite qui renforce l'emprise de l'extrême droite sur une pensée dominante qui finit par passer pour l'évidence.

La prétention à une gestion rigoureuse et managériale, partagée d'un bout à l'autre de l'échiquier politique flamand, est finalement le seul avantage différentiel dont peuvent se prévaloir les formations politiques classiques vis-à-vis du Blok. Dès que le résultat cesse d'être spectaculaire, le crédit que celui-ci fonde sur les privilèges de l'autochtonie augmente considérablement, au point de forcer un repli des autres formations sur cette dimension. Les promesses non tenues de cette espèce de sécularisation du politique transforment le symbolique en un horizon compensatoire. Un horizon dangereux qui, en supprimant toute dimension réflexive, fait de la démocratie une machine à tirer les gens vers le bas et risque de faillir à la première mission du politique, celle d'assurer la paix publique.

À LA LIMITE DES PRÉCIPITATIONS

La recomposition du paysage flamand n'aura-t-elle été qu'un simple remue-ménage dû à l'éclatement, suivi de sa dissémination, de la Volksunie, et à quelques transferts de l'ex-C.V.P. vers le V.L.D. ? Il est vrai que les grandes manœuvres politiques ont échoué. À moins que le V.L.D. élargi ne se dégage, de la tête et des épaules, du peloton électoral flamand, ce qui apparaît aujourd'hui peu probable, le rapport de force à l'issue des élections ne permettra pas de remédier au douloureux constat de dispersion et de fragilité établi en 1999. Rien n'indique non plus qu'un tassement de l'extrême droite viendra dégager l'horizon. Alors est-ce le retour à la case départ ? Au-delà du surcroît d'exaspération que les éditorialistes développent autour de ce surplage annoncé, la campagne électorale sera marquée par le mimétisme et le coude-à-coude des deux grands partis qui auront travaillé, au cours de cette législature, à dissoudre leur différence, désormais rassemblés par leur peur de perdre plutôt que par leur envie de gagner. Il n'y a qu'un seul poste de Premier ministre...

Aussi bien, la période qui sépare les élections législatives fédérales des régionales risque d'être difficile à vivre, tant les secondes pourraient constituer en fait l'épreuve décisive, remettant éventuellement en cause la coalition fédérale qui sera issue des premières. En effet, même si l'on peut s'attendre à ce que l'arc-en-ciel du parlement flamand ne soit pas remis en cause par les élections fédérales, en raison de sa fragilité même, le moindre mouvement de voix négatif ou même un statuquo aux élections régionales du printemps 2004 en viendrait à bout. Si elle reste possible au plan fédéral, l'hypothèse d'une reconduction de l'arc-en-ciel à ce niveau de pouvoir garde toute sa valeur... pour un an.

Car à partir de 2004, tout est possible, y compris une sorte d'alliance nationale des deux grands partis (le fameux plan B évoqué plus haut), éventuellement cautionnée par une victoire du Vlaams Blok, et élargie au SPA, une alliance qui s'imposerait alors comme partenaire fédéral aux partis francophones. Un tel scénario serait sans doute plus probable à l'issue d'élections

BELGIQUE : LE RETOUR DES PARTIS

régionales qu'aurait gagnées nettement l'un ou l'autre, C.D.&V. ou V.L.D. Bref, jusqu'à présent, la recomposition politique en Flandre est un échec, tant à gauche qu'à droite. Avec entre autres noires conséquences, celle de réduire les francophones à lire leur avenir, lié à celui de l'État fédéral, dans le marc de café des surenchères nationalistes.

Théo Hachez (31 décembre 2002)